

Révoltés aussi à l'Ouest (sur un air de Madison)

Écouter la société civile avant qu'il ne soit trop tard, sous peine de tout perdre... Voilà le conseil avisé adressé par les dirigeants occidentaux aux dirigeants arabes sous pression, de Rabat à Riyad, pour éviter le bain de sang qui ensanglante la Libye. Peut-être feraient-ils bien de se l'adresser à eux-mêmes, car la révolte des peuples, désormais, c'est aussi à l'Ouest (ou au Nord, question de point de vue). D'Athènes à Dublin, les habitants des pays étranglés par la crise de la dette manifestent leur profond mécontentement, dans la rue avec violence en Grèce lors de la grève générale de mercredi dernier ; dans les urnes avec détermination en Irlande ce vendredi. À quinze jours du sommet européen où sera mis aux voix le nouveau Pacte de compétitivité, la France et l'Allemagne sont prévenues que l'austérité sans fin a des limites. Le risque européen se rappelle aux investisseurs, qui avaient mis en sourdine seulement leurs convictions sur le manque de cohérence du plan de sauvetage de l'euro. On ne peut pas prêter à un mort en puissance. Or, il y a une réelle contradiction entre le ni-

veau trop élevé des taux d'intérêt infligés à ces pays et la trop faible croissance que la rigueur salariale et budgétaire leur impose. L'Europe frôle la crise des subprimes souverains.

Le vent de la révolte a aussi traversé l'Atlantique. On manifeste aujourd'hui en Floride, dans l'Ohio et, surtout, on en parle beaucoup en ce moment sur les marchés, dans le Wisconsin. Dans cet État du Midwest des États-Unis (non loin de Chicago, la ville de Barack Obama), on a assisté à des protestations en masse d'ouvriers et de fonctionnaires pour dénoncer les projets radicaux du gouverneur républicain, Scott Walker, de couper les pres-

tations sociales et de supprimer les droits de négociation collective des employés du secteur public et municipal. Chose inconnue aux États-Unis depuis Reagan, samedi, plus de 75.000 personnes

«les dirigeants sont complètement dépassés par les événements» : c'est ce que dit l'anthropologue et économiste belge Thierry Keller, dans un entretien à la revue « Usbek & Rica » (*), reproduite dans

crise, Nord et Sud, Est et Ouest se rejoignent. La révolte du monde arabe fait flamber le pétrole et pénalise le pouvoir d'achat dans les pays riches. La révolte des Grecs, des Irlandais et de l'Américain moyen contre la cure d'austérité nécessaire pour casser la spirale de l'endettement risque de faire flamber les taux à long terme et de faire replonger le monde dans la crise.

Ayons cette mécanique infernale en tête avant de relire la phrase maladroite de Jean-Claude Trichet, pour qui « la dernière des bêtises à faire » serait d'augmenter les salaires pour répondre à la hausse de l'inflation. Il a raison de défendre ainsi l'emploi, mais il prend le risque d'attiser la révolte des classes moyennes occidentales.

(*) À ceux qui s'interrogent sur le manque de prescience des dirigeants occidentaux, signalons que « Usbek & Rica », cette revue emblématique du monde d'après (du nom des deux héros des « Lettres persanes » de Montesquieu), titrait déjà, dans son numéro de l'été 2010 : « Les dictateurs ont la belle vie. Mais que font les démocrates ? ».

Le monde d'après



Par
PHILIPPE MABILLE
Rédacteur en chef
Éditoriaux et Opinions

(tous des travailleurs du public et du privé mais aussi des étudiants) ont convergé vers Madison (la capitale du Wisconsin, rien à voir avec la danse du même nom), pour protester contre la remise en cause de leur modèle social.

Le Wisconsin, nouvelle frontière de la révolution mondiale ? Dans les arcanes de la contre-culture, la conviction montre que la jeunesse arabe est l'avant-garde d'un mouvement générationnel mondial qui inspire jusqu'aux opposants chinois... Et pendant ce temps,

le blog de Paul Jorion : « Il y a une dynamique d'implosion qui est en marche et les mouvements de contestation vont accompagner son effondrement. »

Soyons-en convaincus : c'est à Madison, plus qu'à Tripoli, que se joue le prochain krach obligataire mondial. Le Wisconsin en quasi-faillite est devenu un emblème : si le gouverneur Walker recule, les marchés pourront se dire que Barack Obama ne parviendra jamais à réduire comme il l'a promis le déficit budgétaire américain. Dans un monde déstabilisé par la

À quinze jours du sommet européen où sera mis aux voix le nouveau Pacte de compétitivité, la France et l'Allemagne sont prévenues que l'austérité sans fin a des limites.

La City et le défi de l'Europe

La crise financière a radicalement modifié l'environnement de la City de Londres. Pendant les vingt années précédentes, celle-ci a beaucoup bénéficié de l'intégration financière européenne. Dans le même temps, l'ensemble du système financier britannique est resté soumis à un régime réglementaire et fiscal peu exigeant. Les autorités bruxelloises ont accompagné la tendance à la déréglementation, dans la mesure où celle-ci leur permettait d'atteindre leurs objectifs de démantèlement des barrières financières transfrontalières au sein de l'Union.

L'Union européenne a établi au 1^{er} janvier trois nouvelles autorités de surveillance financière, chargées d'harmoniser les règles applicables mais aussi de contrôler directement certains acteurs comme les agences de notation. Jamais auparavant la City n'avait été soumise à un contrôle aussi direct depuis l'extérieur du Royaume-Uni. Le gouvernement britannique a donné son feu vert en juin 2009, sans doute par crainte de se retrouver isolé, alors que la crise islandaise

était encore dans toutes les mémoires. Mais certains à Londres semblent désormais avoir des regrets.

Cette situation n'est pas sans parallèle avec celle de l'Allemagne qui, au début des années 1990, avait accepté de déléguer sa politique monétaire comme prix à payer pour la création de l'euro et la pérennisation du marché unique. Lorsque la crise grecque a conduit la BCE, malgré sa localisation à Francfort, à se départir de l'orthodoxie de la Bundesbank, une partie du public allemand a réagi très négativement, jusqu'à regretter l'abandon de souveraineté monétaire concédé à Maastricht. Les Britanniques qui ont accepté la création des autorités européennes de surveillance au nom de l'intégration financière pourraient de même avoir du mal à en accepter toutes les conséquences.

Le pire cauchemar pour la City serait de perdre sa position d'intermédiaire obligé dans ce qui reste la plus importante relation financière au monde, celle entre les États-Unis et l'Europe. En témoignent quelques réactions britanniques angossées face à la fusion entre Deutsche Börse et Nyse-Euronext. Mais un conflit d'autorité avec l'UE aurait des



« Le pire cauchemar pour la City serait de perdre sa position d'intermédiaire entre les États-Unis et l'Europe », estime Nicolas Véron.

conséquences bien plus graves. Certes, pour l'instant, les nouvelles autorités pâtissent de leur expérience limitée, de leurs moyens réduits, et des cotes mal taillées qui régissent leurs processus de décision ; un échec des « stress tests » bancaires en cours pourrait porter un coup précoce à leur crédibilité. Mais cela ne les empêchera pas de grandir au fil du temps, en partie grâce au soutien d'acteurs financiers non européens qui verront en elles des alliées face au développement du protectionnisme financier sur le continent.

Bien sûr, d'autres défis européens encore plus décisifs se profilent pour Londres. Face à la crise de l'euro, le Royaume-Uni ne pourra pas rester éternellement absent de ce qui va sans doute devenir une refonte majeure des institutions de l'UE.

Mais pour le moment, la classe politique britannique, confrontée à un électoral profondément eurosceptique, préfère adopter la politique de l'autruche. Pendant ce temps, les polémiques sur les autorités financières européennes vont sûrement se multiplier.

La situation d'avant la crise, lorsque l'activité de la City était devenue paneuropéenne sans que sa réglementation le soit, ne pouvait pas durer éternellement. Mais de nombreux acteurs londoniens n'ont pas encore fait leur deuil de cette évolution, et espèrent encore un retour au bon vieux temps. De ce point de vue, une clarification de la relation entre la Grande-Bretagne et l'UE serait non seulement dans l'intérêt de l'Europe, mais aussi dans celui de la City elle-même.

Perspectives



Par
NICOLAS VÉRON
Économiste au sein
du « think tank » Bruegel
(Bruxelles),
chercheur invité au Peterson
Institute for International
Economics (Washington)

Cette combinaison a été balayée par la crise financière. Le nouveau consensus politique britannique tient les financiers pour principaux responsables des difficultés économiques du pays. Le gouvernement Cameron a mis en place une commission indépendante dont le rapport final, attendu à l'automne 2011, pourrait imposer aux banques des contraintes plus radicales que dans aucun autre grand pays occidental. L'effort de restructuration des finances publiques se traduit aussi par un tour de vis fiscal sans précédent, dont la City n'est pas épargnée.

À Bruxelles non plus, l'heure n'est plus à la dérégulation.